

**Résumé :** 1/ Les conséquences négatives de la crise du coronavirus sur le marché du travail se confirment 2/ Le fonds de soutien destiné aux petites entreprises partageant leurs locaux commerciaux seraient insuffisants pour répondre aux effets de la crise 3/ Les banques lancent des investigations en interne concernant la vente de services supplémentaires 4/ Le Trésor envisage la création d'une « mauvaise banque »

### **1. Évolution épidémiologique**

Au 17 mai, il y a eu 2 580 769 tests effectués, dont 91 206 tests le 16 mai. 1 818 712 personnes ont été testées, et 243 695 se sont révélées positives.

Le 16 mai, 34 636 personnes sont décédées au total parmi celles qui ont été testées positives pour le coronavirus au Royaume-Uni. Ce nouveau chiffre inclut les décès dans tous les milieux, et pas seulement dans les hôpitaux.

Selon des estimations provisoires communiquées dans la presse, 122 personnes supplémentaires seraient décédées en Angleterre le 17 mai après avoir été testées positives au COVID-19, soit le nombre de décès quotidien le plus bas en enregistré depuis la mise en place des mesures de confinement.

Le ministre de la Santé a annoncé cet après-midi au Parlement que toute personne de plus de cinq ans présentant des symptômes pourrait désormais être testée pour le coronavirus.

### **2. Mesures nouvelles de soutien économique**

/

### **3. Impact économique et financier**

**Les conséquences négatives de la crise du coronavirus sur le marché du travail se confirment -** Plusieurs études publiées ce jour et ce week-end confirment que les mesures de soutien (gel des salaires, chômage partiel) n'ont pas permis aux entreprises d'éviter les licenciements et le gel des embauches. Selon une [étude](#) du CIPD, organisme professionnel pour les RH et le groupe de recrutement Adecco, plus d'1/5 des employeurs britanniques prévoient de procéder à des licenciements au cours des trois prochains mois, les intentions d'embauche étant à leur plus bas niveau depuis au moins 15 ans. L'étude confirme les prévisions de l'économiste en chef de la Banque d'Angleterre, Andy Haldane, qui a averti dans une interview accordée au Telegraph ce week-end que le RU se dirigeait vers les niveaux de chômage des années 1980. Sur la base des réponses reçues au début du mois d'avril, l'enquête de la CIPD reflète les intentions des employeurs au cours des premières semaines du déconfinement, mais elle montre que plus de la moitié des employeurs du secteur privé, et 42 % de l'ensemble des employeurs, prévoyaient déjà un gel des salaires, 15 % d'entre eux s'attendant à une réduction des salaires et 29 % à une réduction des primes. L'enquête CIPD révèle de grandes disparités régionales : à Londres et dans les West Midlands, plus d'un quart des entreprises prévoient de supprimer des emplois, tandis que les effectifs devraient globalement augmenter en Écosse, au Pays de Galles et dans les régions du nord de l'Angleterre qui présentent une plus forte concentration d'emplois dans le secteur public. Une [étude](#) publiée ce week-end par la Resolution Foundation montre que les travailleurs les moins bien payés seraient beaucoup plus susceptibles de perdre leur emploi ou d'être licenciés que ceux qui se situent plus haut dans l'échelle des salaires, tout comme les travailleurs ayant un contrat à durée

déterminée, un horaire variable ou un travail intérimaire. Enfin, une enquête publiée aujourd'hui par l'Institut of Student Employers indique que les entreprises prévoient de recruter près d'un tiers d'apprentis et de jeunes quittant l'école en moins qu'elles ne l'avaient prévu avant la pandémie, tandis que l'embauche de diplômés diminue de 12%.

#### **4. Analyse sectorielle / entreprises**

**Le fonds de soutien destiné aux petites entreprises partageant leurs locaux commerciaux seraient insuffisants pour répondre aux effets de la crise** - Début mai, le gouvernement avait annoncé un soutien public de 617 M£ pour les entreprises non-assujetties au *business rate*. Les subventions, d'un montant maximum de 10 000 livres sterling par société, sont distribuées par les autorités locales aux entreprises partageant leurs locaux professionnels telles que les commerçants exerçant leurs activités sur les marchés. Selon plusieurs autorités locales et des fédérations, des milliers de petites entreprises seraient incapables d'accéder à ce fonds d'urgence destiné à prévenir les faillites en raison du dimensionnement du dispositif jugé beaucoup trop modeste.

**Les banques lancent des investigations en interne concernant la vente de services supplémentaires** – Selon le Financial Times, les équipes de conformité des principales banques d'investissement, dont Barclays, Deutsche Bank, HSBC et Santander, ont procédé à des revues internes pour évaluer si des services financiers annexes avaient été vendus par leurs équipes dans le cadre d'octroi de prêts garantis par l'État. Ceci intervient suite à l'envoi d'une [lettre](#) de la FCA, qui s'était inquiétée de la pression exercée par certaines banques pour vendre des services supplémentaires, tels que des conseils en émission d'actions et/ou fusions et acquisitions, à leurs clients en besoin de financement. Selon le superviseur, certaines banques auraient même récolté des frais de transactions de la part de leurs clients sans pour autant avoir participé aux opérations d'investissement, ce qui pourrait créer les conditions d'un scandale financier.

**Le Trésor envisage la création d'une « mauvaise banque », selon The Times** – Celle-ci pourrait détenir les parts d'entreprises en faillite et recapitalisées par le gouvernement dans l'après-crise. Si le gouvernement s'est pour l'instant montré réticent à l'idée de nationaliser les entreprises, il pourrait être forcé d'intervenir en tant que prêteur de dernier ressort, en fournissant du financement convertible (*convertible bonds*) en capital à certaines entreprises particulièrement touchées par la crise. UK Government Investments, l'unité du Trésor responsable du UK Financial Investments (la « mauvaise banque » ayant récupéré les portefeuilles de prêts de Northern Rock en 2008) et gestionnaire des parts du gouvernement chez NatWest, est chargée de réfléchir à ce mécanisme.